

Décroissance et protectionnisme.

Vive l'autarcie verte !

Par Serge Latouche,

Professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay,

objecteur de croissance

Le projet de la décroissance, c'est-à-dire celui de construire une société d'abondance frugale, implique de réhabiliter deux phénomènes qui ont pu faire l'objet de politiques systématiques par le passé : le protectionnisme et l'inflation. Les politiques tarifaires systématiques de construction et reconstruction de l'appareil productif, de défense des activités nationales et de protection sociale, et celles de financement du déficit budgétaire par un recours raisonné à l'émission de monnaie engendrant cette « *gentle rise of price level* » (inflation modérée) préconisée par Keynes, ont accompagné l'exceptionnelle croissance des économies occidentales de l'après guerre, ce que l'on a appelé en France les trente glorieuses – à vrai dire la seule période dans l'histoire moderne où les classes laborieuses ont joui d'un relatif bien-être. Ces deux *instruments* ont été proscrits par la contre-révolution néo-libérale, et les politiques qui voudraient les préconiser sont aujourd'hui anathémisées, même si tous les gouvernements qui le peuvent y ont recours de façon plus ou moins subreptice et insidieuse.

Comme tous les instruments, le protectionnisme et l'inflation peuvent avoir des effets négatifs et pervers – et ce sont surtout ceux-là que l'on observe aujourd'hui de leur utilisation honteuse – mais il est indispensable d'y avoir recours de façon intelligente, tant pour résoudre de manière socialement satisfaisante les crises actuelles et éviter la catastrophe d'une austérité déflationniste, que pour conjurer le désastre assuré d'une reprise productiviste.

La parution récente d'un livre important, passé totalement inaperçu, *l'Autarchia verde*, d'un chercheur italien quasi inconnu, Marino Ruzzenenti, est l'occasion de faire le point sur le dossier du protectionnisme et de l'autonomie du point de vue de la décroissance¹. Certes, Frédéric Lordon, Jacques Sapir et Emmanuel Todd ont plaidé cette cause dans ces mêmes colonnes et tenté de briser le tabou du protectionnisme, mais s'il l'ont fait avec brio, c'était dans la vision d'une relance de la croissance, seule capable à leurs yeux de résoudre les problèmes de l'emploi et de préserver les acquis sociaux. Il n'est donc pas sans intérêt de reprendre le dossier dans l'optique antiproductiviste qui est la nôtre. Or, justement, l'étude historique très documentée de Marino Ruzzenenti vise à revisiter les politiques et réalisations de la période fasciste en Italie du point de vue « de la crise écologique, des limites du développement, de l'impossibilité d'une croissance infinie de l'économie dans un monde fini² ». L'actualité des problèmes et la pertinence de certaines solutions sont impressionnants. Il est très instructif de tirer les leçons de cette expérience en vraie grandeur.

I Le débat économique "libre-échange versus protectionnisme"

La dictature du catéchisme de la pensée unique et de son clergé est telle qu'il paraît honteux, voire réactionnaire, de prôner une protection raisonnable. Aujourd'hui plus encore qu'à l'époque de Frédéric List : "Tous les fonctionnaires publics instruits, tous les rédacteurs de journaux et de brochures, tous les écrivains qui traitent les matières économiques, élevés comme il le sont à l'école cosmopolite, voient dans

¹ Marino Ruzzenenti, *L'autarchia verde*, Jaca Book, Milano, 2011.

² Marino Ruzzenenti op. cit, P. 37.

une protection douanière quelconque une abomination théorique"³. En langage contemporain, cela donne : tous les membres du FMI, la plupart des experts de la Banque mondiale, tous les responsables de l'OMC, le trésor américain au grand complet, tous les présidents des banques centrales, l'immense majorité des ministres de l'économie, des finances, du commerce et de l'industrie.

Le débat économique "libre-échange *versus* protectionnisme" se déroule depuis au moins trois siècles et tous les arguments en sont connus. L'économie dominante cherche toujours à imposer le libre-échange aux autres. Le dogme économiste du libre-échange ou de la concurrence libre et non faussée, comme on dit à Bruxelles en référence à la doctrine néo-libérale allemande, repose toujours sur le petit modèle du vin portugais et du drap anglais construit par Ricardo en 1817. À la vérité cependant, au delà du simple bon sens, le modèle de Ricardo ne prouve rien du tout, et notamment pas qu'il faille sacrifier l'industrie nationale et payer des chômeurs parce que les produits importés coûteraient quelques centimes de moins⁴. Ce que montre simplement le *modèle* ricardien c'est que l'autarcie absolue peut être désavantageuse. C'est vrai. Même Mussolini le reconnaissait ⁵!

Le libre échange postule la nature pacifique de l'échange marchand, le "doux commerce" cher à Montesquieu, contre l'évidence de la guerre économique. "L'échange, écrit joliment Ricardo, lie entre elles toutes les nations du monde civilisé par les noeuds communs de l'intérêt, par des relations amicales, et en fait une seule et grande société"⁶. Cela est peut-être vrai du troc équitable entre deux sociétés de paysans et d'artisans, mais beaucoup moins assuré du commerce mondial actuel qui est tout sauf "doux".

Cependant tout n'est pas faux dans le "complexe" de croyances libérales ; il recèle même une grosse part de vérité et de solide bon sens : l'homme est sûrement très sensible à ses intérêts ; même les loups et les agneaux ont des intérêts communs et il serait absurde pour les esquimaux de vouloir produire du café ou des bananes. Tout cela est juste, et c'est faire injure aux adversaires du libéralisme que de penser qu'ils n'en sont pas conscients. En revanche, la systématisation de ces idées est contestable. Existient-ils des pratiques "loyales" entre les loups et les agneaux même s'il est de l'intérêt des loups que les agneaux soient de préférence gras ?

En tout état de cause, en poussant au productivisme et en prétendant relancer les exportations et la croissance pure et dure, à tout prix, l'OMC contribue à la catastrophe écologique. La mondialisation actuelle est en train de parachever l'œuvre de destruction de l'*oïkos* planétaire commencée depuis deux ou trois siècles par le développement du capitalisme industriel. La concurrence exacerbée pousse les pays du Nord à manipuler la nature sans retenue ni contrôle, et les pays du Sud à en épuiser les ressources non renouvelables. Dans l'agriculture, l'usage intensif d'engrais chimiques, de pesticides, l'irrigation systématique, le recours aux organismes génétiquement modifiés ont pour conséquence la destruction des sols, l'assèchement et l'empoisonnement des nappes phréatiques, la désertification, la dissémination de parasites indésirables, le risque de ravages microbiens... Tout cela est désormais connu et même souvent reconnu, mais sans incidence pratique significative face aux lois du marché. L'injection massive d'engrais chimique et de pesticide dans le sol français, par exemple, continue à croître (à un rythme certes ralenti)

³Friedrich List, *Système national d'économie politique*. TEL, GALLIMARD, 1998. p. 43.

⁴ Le rapport du sénateur Arthuis de 1991, "Les délocalisations des activités industrielles et des services hors de France", soulignait toute l'absurdité de cette rationalité de petit épicière lorsqu'elle devient déraisonnable. L'importation en provenance du sud-est asiatique de certaines fournitures pour l'armée entraînait de coûteuses faillites et un accroissement dramatique du chômage dans l'espoir d'économiser des sommes très modestes. Et pourtant, c'est ce que nous continuons à faire.

⁵ Mussolini dans ses déclarations, ne manifeste pas la conception bornée de l'autarcie qu'on lui attribue généralement. « Aucune nation au monde, déclare-t-il, ne peut réaliser sur son propre territoire l'idéal de l'autonomie économique, au sens absolue, c'est-à-dire à cent pour cent ; et, même si elle pouvait, ce ne serait probablement pas utile ». « Pour autant, précise-t-il, *autarcie* ne signifie pas économie fermée, c'est-à-dire autosuffisance en un sens absolu, et le commerce avec l'extérieur demeure un point clef de cette politique, qui en change néanmoins les règles. Elle répudie le 'libre' échange, non l'échange, la 'libre' concurrence, non la concurrence » (Benito Mussolini, *Le plan régulateur de la nouvelle économie italienne*, cité p. 5).

⁶David Ricardo, "Principes de l'économie politique et de l'impôt", ed. Costes, Paris 1933, p. 126.

alors qu'une forte décroissance serait, tout le monde en convient, nécessaire pour limiter l'empoisonnement des nappes phréatiques et l'eutrophisation ou asphyxie des eaux de surface (rivières, lacs, océans) : depuis le Grenelle de l'environnement, au lieu de s'attaquer à la taille des exploitations d'élevage de porcs, on ramasse à grand frais les algues vertes envahissant les plages bretonnes. Avec le démantèlement des régulations nationales, il n'y a plus de limite inférieure à la baisse des coûts et au cercle vicieux suicidaire. C'est un véritable jeu de massacre entre les hommes, entre les peuples et au détriment de la nature.

Si le protectionnisme est justifié pour sortir du marasme, il l'est encore plus dans l'optique d'une transition vers l'abondance frugale. Il ne s'agit plus de rechercher la compétitivité en sacrifiant le social et l'environnement, ni de résister seulement en relocalisant les activités économiques, il s'agit de réaliser une société de prospérité *sans* croissance et de la protéger. C'est en cela que l'expérience italienne est instructive.

II Les leçons de l'expérience italienne.

Le bilan de l'expérience italienne est toujours très controversé, mais les jugements sont le plus souvent biaisés tant du fait de la liaison avec le fascisme qu'en raison de la foi productiviste dans la société de consommation. On présuppose souvent dans les discours de l'après-guerre que l'autarcie fait partie intégrante des crimes fascistes. Si on peut comprendre l'ostracisme dont l'autarcie a fait l'objet du fait de son orientation en vue de la guerre et de ses excès, il convient néanmoins de faire un bilan impartial de cette politique.

L'accusation de favoriser la guerre est l'un des arguments traditionnels des partisans du libre échange, l'éternel retour du mythe du doux commerce. L'un des mérites de l'ouvrage de Marino Ruzzenenti, et non des moindres, est de rappeler qu'à la même époque dans les démocraties, les mêmes politiques, comme le *new deal* de Roosevelt, avaient pour objectif de sauver la paix. Dans son opuscule, *La fin du laissez-faire*, Keynes est très clair : « J'incline à croire que, une fois la période de transition accomplie, une certaine dose d'autarcie et d'isolement économique entre les nations, supérieure à celle qui existait en 1914, peut servir plutôt que desservir la cause de la paix »⁷.

Outre l'accusation non fondée d'engendrer la guerre, l'autarcie a été condamnée en raison de ses excès. Une véritable mystique du régime fasciste, revendiquée comme telle, a engendré, certes, des absurdités parfois ridicules, comme « l'autarchia delle parole » (l'autarcie du langage), mais elle a favorisé la lutte contre le gaspillage et les déchets. Le zéro déchet (rifiuti zero) était déjà à l'ordre du jour alors que les ménages en produisaient trois fois moins qu'aujourd'hui. La lutte contre le gâchis a été identifiée comme « l'âme même du projet autarcique »⁸. Une politique de recyclage systématique était préconisée et les incinérateurs étaient proscrits parce que trop coûteux et irrationnels. Se développèrent ainsi les recherches sur les énergies alternatives (avec un débat sur les agrocarburants), une propagande pour la diète méditerranéenne ou crétoise, c'est-à-dire pauvre en graisses animales, et pour les jardins urbains (appelés « jardins de guerre »), etc. Bref, un grand nombre des ingrédients et des mesures suggérées par les écologistes et qui entrent à plein dans le projet de la décroissance.

Le malheur a voulu que cette politique ait été développée par un régime fasciste avec tout ce que cela implique d'inacceptable. Il serait plus juste de reprocher à l'autarcie mussolinienne son indifférence environnementale, mais celle-là, elle la partage avec ses adversaires libéraux et sociaux démocrates. En

⁷ John Maynard Keynes, *La pauvreté dans l'abondance*. Tel, Paris, Gallimard. 2002, Ici, d'après Ruzzenenti, op. cité p. 13.

⁸ Gino Sottocchia, *Che cosa è l'autarchia. La lotta contro gli sprechi*, Paravia, Torino 1939.

particulier, cette politique n'avait aucune inspiration écologique et ne cherchait en rien à rompre avec le productivisme et le saccage de la planète, bien au contraire. Le montre bien le désir d'exploiter (déjà !) les schistes bitumineux ou d'introduire des espèces invasives d'arbres à croissance rapide comme l'haillan. Elle ne visait qu'à réduire la dépendance du monde extérieur dans le but de faire la guerre. « Si l'autarcie présente un intérêt actuel du côté des limites du développement, note Ruzzenenti, il n'en va pas de même sur l'autre versant de la crise écologique d'aujourd'hui, à savoir la pollution environnementale. C'est dans cette période que, outre le PVC, se développent quelques unes des productions les plus toxiques qui ont produit des ravages environnementaux et sanitaires, comme les PCB de la Caffaro de Brescia ou l'éternit de Casale Monferrato, considérés comme des matériaux autarciques par excellence ».

La controverse la plus importante a porté aussi sur la capacité du système à réaliser ses objectifs. Certains historiens comme Giovanni Federico et Renato Gianetti (*Le politiche industriali*, in *Storia d'Italia, Annali*, vol XV, Einaudi, Torino 1999) reconnaissent que « certaines industries (surtout la chimie et quelques secteurs de la mécanique) ne se seraient pas développées sans l'autarcie » et que « dans certains cas les recherches sur les matériaux dits autarciques donnèrent des résultats intéressants ». Toutefois, ils concluent que « dans la majeure partie des cas les efforts portèrent seulement au prix du gaspillage des précieuses ressources financières sur des projets sans fondement scientifique ou économiques⁹ ». Pourtant, beaucoup de ces « trouvailles » brocardées après guerre refont surface aujourd'hui. La lanital, par exemple, cette fibre textile faite à partir de la caséine redevient à la mode sous la marque Milky Wear, « un type de tricot doux comme une étreinte qui donne une sensation naturelle de fraîcheur » suivant la publicité. « Ce fait donne à penser que certaines évaluations hâtives à propos du lanital sont viciées par un préjugé antiautarcique courant dans la propagande postfaciste¹⁰. Les Trolleybus ont été développés dans cette période pour utiliser la houille blanche et économiser l'essence. « Reste à se demander pourquoi on a procédé après la guerre au démantèlement insensé de ce moyen de transport, comme d'ailleurs d'une bonne partie du réseau de tramway¹¹. Il en va de même pour la mode vestimentaire. « Finalement, une fois épurée de toute l'emphase rhétorique et du nationalisme belliqueux (en parole), la mode autarcique réussit probablement à défricher le terrain d'un style italien libéré de la tutelle parisienne, style qui donnera d'excellents fruits dans la période de l'après guerre¹². Cette politique n'ayant pas un but écologique et solidaire ne sut pas convaincre les Italiens à l'époque qui avaient, certes, la frugalité, mais pas l'abondance, les inégalités et la guerre consommant tout.

Finalement, tous les efforts et effets positifs ont été annulés par le contexte. En conséquence, les Italiens – et, dans une moindre mesure, les autres peuples européens – ont rejeté le bébé avec l'eau sale du bain. Cette réaction, encouragée par la « révolution » consumériste de l'après-guerre a grandement favorisé la propagande en faveur de la contrerévolution néolibérale, déjà présente dès 1948 dans la politique de Ludwig Ehrhard et même dans celle de Luigi Einaudi. Cette idéologie, qui a cheminé souterrainement pendant les trente années du keyneso-fordisme triomphant, tout en servant de base à la construction européenne, a fini par s'imposer à son tour après la crise des années soixante-dix¹³.

L'expérience autarcique italienne apporte la démonstration que la croissance verte et le développement durable sont condamnés à l'échec pour des raisons techniques. En dépit de

⁹ p. 1143 cité par Ruzzenenti, op. cit, p 39.

¹⁰ Selon certains détracteurs, cette phase aurait été marquée par « des initiatives affairistes aptes à rester en vie uniquement grâce au climat social-politique et non pour leur valeur techno-économique intrinsèque. L'exemple le plus important est celui de la production de lanital : (...) sa production fut lancée et maintenue quelque temps en dépit de la très mauvaise qualité du produit par la seule force d'un choix politique ». Roberto Maiocchi, cité par Ruzzenenti, op. cit, p. 136.

¹¹ Ibid, p. 191.

¹² Ibid, p. 142.

¹³ Voir Dardot Pierre et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. La découverte, 2009.

l'extraordinaire ingéniosité des scientifiques, le projet mussolinien s'est heurté aux limites de l'écosystème. Toutes les difficultés techniques ou presque pour trouver des substituts aux produits faisant défaut avaient été résolues, qu'il s'agisse du pétrole, du caoutchouc, du coton ou des métaux rares. Néanmoins, aucune production n'a été suffisante pour répondre aux besoins. La raison en est qu'on ne peut rien faire à partir de rien. On a su transformer le charbon en pétrole, encore faut-il avoir du charbon. On peut remplacer le charbon par le bois, encore faut-il en avoir suffisamment. Il y a bien l'agroc carburant qui, aujourd'hui, revient à l'ordre du jour avec les mêmes plantes déjà expérimentées, comme le sorgho sucré. Seulement, l'alcool était produit au détriment des autres aliments faisant d'autant plus défaut que les sols devaient aussi produire du chanvre ou du bois, indispensables pour d'autres nécessités stratégiques. On peut de même remplacer la soie par la rayonne, encore faut-il avoir de la cellulose. On peut en produire en transformant le bois, mais alors avec quoi se chauffera-t-on ? Avec du charbon ? Mais alors, il faut renoncer à l'utiliser pour faire du carburant. Au total, déjà en ce temps-là, on débattait de problématiques redevenues aujourd'hui d'actualité à propos des soi-disant biocarburants. Etc. Comme le dit joliment Marino Ruzzenenti, « Le chat se mordait la queue »¹⁴.

L'Italie étant très pauvre en ressources naturelles, toutes les branches ont vu leur croissance limitée par l'insuffisance des matières premières. En l'absence de ressources non renouvelables (surtout charbon et pétrole), le moteur des systèmes thermo-industriels ne peut fonctionner qu'à bas régime. Une économie qui ne peut compter sur la prédation de la nature et doit vivre sur ses seules ressources renouvelables est condamnée à un état quasi-stationnaire ou à une croissance très réduite de la production matérielle. Les gains de productivités doivent se transformer en réduction du temps consacré à la production et en augmentation du loisir et non en un accroissement de la consommation qui se traduirait par une pression accrue sur l'environnement.

Depuis longtemps, les savants caressent l'utopie de surmonter ces limites en inventant le mouvement perpétuel... Les scientifiques italiens aussi, mais leur fantasme s'est heurté à la deuxième loi de la thermodynamique¹⁵. Contrairement à l'adage fameux, il ne suffit pas d'avoir des idées dans notre système thermo-industriel, il faut absolument avoir du pétrole ! La science peut réaliser des prodiges dans la transformation, mais elle n'a pas le pouvoir de créer *ex nihilo*, de tirer quoique ce soit du néant. Or le bilan énergétique des conversions, si on prend en compte toutes les données, est décevant. L'Italie fasciste en a fait la douloureuse expérience. A l'inverse, dans l'après-guerre, grâce à Enrico Mattei qui lui a fourni le pétrole, l'industrie italienne a pu tirer partie d'un grand nombre d'inventions de l'ère mussolinienne et profiter du savoir-faire acquis sous le règne de l'autarcie, tout en en reniant la part de sagesse. Et ce fut le « miracle italien ». Malheureusement, fut abandonné alors tout ce qui ne coïncidait pas avec l'idéologie productiviste, les trolleybus, l'énergie éolienne et solaire. En 1938, le physicien Antonino Lo Surdo mit au point un projet d'utilisation de l'énergie éolienne dont la guerre empêcha le développement, et malgré ses efforts après la guerre, rien ne fut entrepris. Gaetano Vinacci, architecte, ingénieur, artiste et urbaniste, publie en 1939 un manuel de construction solaire. Pour épargner l'énergie, on préconisait tant le « cycle combiné » que la « microcogeneration », solutions à la mode aujourd'hui et toute une série de brevets avaient été pris¹⁶. La fête de l'arbre ou des arbres, instituée en 1923, fut abandonnée après la guerre¹⁷.

¹⁴ Ruzzenenti, op. cit, p. 162.

¹⁵ Ainsi en est-il des espoirs mis (déjà) dans l'hydrogène, « le gaz électrique » comme on l'appelait, capable de se recombinaison avec l'oxygène dans une pile sans déperdition « se soustrayant au second principe de la thermodynamique ». Ruzzenenti, op. cit, p. 196.

¹⁶ Op. cit, p. 219

¹⁷ Elle a été réinstituée par un décret du 4 août 2000, mais sans grand effet Ibid. p. 229

Conclusion.

La décroissance implique le protectionnisme. Face à l'empire indécent du libre-échange effréné, un protectionnisme sélectif, raisonnable, reconnu, débattu et légitime, voire altruiste, et non pas honteux comme celui qu'imposent les lobbies, reste, aujourd'hui comme au temps de List, un des meilleurs moyens de protéger la société, c'est-à-dire de limiter les injustices engendrées par le fonctionnement du marché¹⁸. Ce protectionnisme avoué, et si possible équitable, ne serait pas dirigé contre les pays sous-développés, mais viserait à sortir les uns et les autres du jeu de massacre de la mondialisation. C'est une condition nécessaire, mais bien sûr non suffisante, pour réaliser le programme de la décroissance. Le climat de compétition dérégulée actuelle, suicidaire pour tous et désastreux pour les écosystèmes, impose de mettre un terme à la mise en concurrence exacerbée des hommes et des territoires, stopper la destruction du tissu économique et social et l'accroissement du chômage. Il faut relocaliser et donc démondialiser. Sur ce volet, la décroissance s'accorde assez avec les propositions tant d'un Arnaud de Montebourg que d'un Mélançon. Mais elle va bien au delà. Le protectionnisme est une politique d'abord défensive mais qui peut déboucher sur une visée offensive. Il ne s'agit pas pour nous de restaurer et renforcer le tissu économique et social pour repartir sur de nouvelles bases à la guerre économique et entreprendre la conquête soit des territoires comme l'entreprise mussolinienne, soit des marchés comme les actes de navigation de Cromwell, le Zollverein de Bismark ou les politiques Sud coréenne des années soixante et chinoise actuelle,. En d'autres termes, il ne s'agit pas de relancer la croissance mais de construire une société écologiquement soutenable donc frugale et néanmoins conviviale. Ce n'est possible qu'en sortant des logiques économiques, non seulement de la concurrence, mais de la recherche obsessionnelle de compétitivité. Le programme de la décroissance prévoit, par exemple, de travailler moins pour gagner plus en partageant la production de manière plus équitable, de travailler moins pour travailler tous afin de réaliser le plein emploi, mais surtout de travailler moins pour vivre mieux en nous libérant progressivement de l'addiction au travail. Autarcie verte, pacifique et socialiste donc. L'autarcie n'est qu'une autre façon de dire « compter sur ses propres forces », et dans le jargon écologique, un équivalent de la *résilience*, c'est-à-dire la capacité de résister et de rebondir. Il est urgent d'organiser la résilience à tous les niveaux, celui des villes, comme le fait le mouvement des villes en transition, celui des régions, celui des nations et des fédérations supranationales. La décroissance n'est ni contre l'état-nation, ni contre l'Europe ou les Nations Unies. Elle est contre les logiques productivistes, et donc contre la mondialisation et contre l'Europe des marchés. Au delà d'une France faite de villes et de régions écosocialistes, il serait souhaitable de construire une Europe et un monde solidaire et soutenable .

¹⁸Sur ce protectionnisme altruiste, voir Bernard Cassen "Inventer ensemble un protectionnisme altruiste", Le monde diplomatique, février 2000.